



Saison culturelle 2025 A (page 3)

Des intrants hors prix



Malgré la politique de subvention, le coût des semences sélectionnées fournies par les opérateurs privés est insupportable pour certains agri-éleveurs.

SANTÉ



Epidémie de Mpox

Une situation préoccupante (page 2)

TIC



Starlink

Le signal de Starlink séduit les internautes locaux (page 4)

ECONOMIE



Pénurie des billets de 100 BIF

Un handicap pour le business (page 8)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continu et en intégralité 24h/24.

Editorial

Une saison culturale qui s'annonce difficile



Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef

La saison culturale 2025 a pointé son nez. Les premières gouttelettes de pluies annoncent le début de la saison pluvieuse après une canicule estivale sans nom. Cette dernière cède progressivement

la place à un climat tempéré et humide. Les agriculteurs et d'autres partenaires du secteur s'activent pour un lancement musclé de la campagne agricole à l'échelle du pays. D'ailleurs, les premiers semis sont en cours surtout dans les régions non arides du pays. Les prévisions météorologiques projettent une pluviométrie abondante vers la première quinzaine du mois d'octobre sur l'ensemble territoire.

L'une des principales préoccupations des agriculteurs demeure la disponibilité des intrants agricoles. En début de ce mois, le Premier ministre a réuni l'ensemble des acteurs

concernés par cette campagne y compris les responsables de la société FOMI, principal fournisseur des fertilisants au Burundi. C'était dans le but d'évaluer l'état des préparatifs de la saison culturale qui s'annonce. La crise des hydrocarbures, surtout la pénurie récurrente du mazout risque de perturber la chaîne d'approvisionnement en fertilisants. A cela s'ajoute, la cherté des semences. Durant cette période, deux filières agricoles notamment les pommes de terre et le maïs sont très prisées. Ce qui explose les prix sur le marché. Un kilo de maïs hybride est hors prix malgré les promesses d'ériger une société locale de fabrication

des semences sélectionnées.

Cette situation n'augure rien de bon dans un contexte où l'agriculture reste le moteur de l'économie dans la mesure où elle contribue pour près de 40% au PIB national. Par ricochet, si le secteur éprouve des difficultés c'est toute l'économie du pays qui en pâtit. D'où des mesures urgentes doivent être prises pour une gestion efficiente des récoltes afin d'endiguer la spirale inflationniste.

D'autre part, le retour des pluies met en exergue la faible résilience aux aléas climatiques. En l'espace d'une semaine, les pluies torrentielles mêlées de

la grêle ont détruit des champs de cultures dans les marais de la région de Mugamba. Parallèlement, des vents violents ont provoqué d'énormes dégâts. Les cas d'infrastructures socio-économiques complètement décoiffés ont été signalés à Gitega, Kayanza et Cibitoke. Cela nous met à rude épreuve pour développer non seulement des infrastructures résilientes, mais aussi des pratiques agricoles plus écologiques. En ce sens, les techniciens agricoles doivent arrêter des stratégies pour maîtriser l'érosion du sol qui appauvrit les terres arables, surtout sur les terrains à fortes pentes.

SANTÉ

Epidémie de Mpox : Une situation préoccupante

Les cas de Mpox continuent d'augmenter dans différents districts sanitaires à travers le Burundi. La région nord de la ville de Bujumbura est la plus touchée avec 245 cas sur un total de 564 déjà rapportés. La population est donc invitée à appliquer les mesures préventives afin de lutter contre la contamination et la propagation de ce fléau



Depuis la confirmation des cas de Mpox au mois de juillet 2024, 34 districts sanitaires sur les 49 que compte le pays ont déjà signalé des cas de ce fléau. Parmi un total de 564 cas déjà rapportés, la région Nord de la ville de Bujumbura est la plus touchée avec 245 cas.

Depuis le 25 juillet 2024, le Burundi est confronté à une épidémie de Mpox anciennement désigné sous le nom de « variole du singe ». Cette maladie est disséminée partout dans le pays. Actuellement, 34 des 49 districts sanitaires du pays ont déjà signalé des cas de cette épidémie. Parmi un total de 564 cas déjà rapportés, la région Nord de la ville de Bujumbura est la plus touchée avec 245 cas, d'après le compte rendu du conseil des ministres du 18 septembre 2024.

Les cas confirmés positifs sont pris en charge dans les centres médicaux rattachés aux hôpitaux. En date du 15 septembre 2024, 269 patients avaient déjà été guéris et sortis des hôpitaux, tandis que 295 autres étaient encore hospitalisés. La

maladie se manifeste généralement sous forme d'une éruption cutanée ou de lésions des muqueuses pouvant durer entre deux et quatre semaines accompagnées de symptômes tels que la fièvre, les céphalées, les douleurs musculaires, douleurs au dos, la fatigue ainsi que le gonflement des ganglions lymphatiques.

La prévention de la Mpox repose sur une hygiène rigoureuse, notamment le lavage fréquent et correct des mains avec de l'eau propre et du savon ou l'utilisation des solutions hydro alcooliques. Il est également recommandé d'éviter tout contact avec les liquides corporels d'une personne infectée, y compris le sperme, la salive et le sang.

Délai d'incubation du virus Mpox

Pour les personnes contaminées, le délai d'incubation du virus Mpox peut varier de 7 à 21 jours. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il est crucial d'utiliser des préservatifs lors des rapports sexuels afin de réduire le risque d'infection. Cependant, cette pratique ne prévient pas la transmission par contact direct, que ce soit peau à peau ou bouche à peau. Au cours des rapports sexuels, il est recommandé d'utiliser des préservatifs pendant une période de 12 semaines, soit environ trois mois, après la guérison.

En outre, il serait sage de s'abstenir d'avoir des relations sexuelles avec de nouveaux partenaires pendant les périodes de transmission accrue afin de diminuer le risque de

contracter la Mpox. Les personnes ayant été en contact avec un individu atteint de Mpox doivent surveiller l'apparition des signes et des symptômes pendant 21 jours (trois semaines) et prendre des précautions, notamment en évitant

d'avoir des rapports sexuels durant cette période.

Les jeunes de moins de 19 ans de plus en plus vulnérables à cette maladie

Le nombre de cas de Mpox ne cesse d'augmenter. Depuis la confirmation des premiers cas en juillet de cette année, plus de 560 cas de variole du singe ont été recensés, dont 62,9 % concernent des personnes âgées de moins de 19 ans. Par ailleurs, plus de 1 576 cas suspects ont été signalés. Au total, 1 774 alertes ont été émises dans 34 des 49 districts sanitaires du pays, avec les trois districts sanitaires de Bujumbura comme épice de l'épidémie.

Les enfants scolarisés âgés de 5 à 19 ans représentent désormais 33 % des cas de Mpox déjà signalés, lit-on sur le site de l'UNICEF. Cela constitue un défi majeur alors que l'année scolaire est à ses débuts. Il est donc impératif de s'assurer que tous les enfants puissent retourner à l'école en toute sécurité durant cette crise sanitaire.

Bien qu'aucun décès lié à la Mpox n'ait été enregistré jusqu'à présent, il est essentiel d'appliquer les mesures préventives afin de lutter contre la propagation de cette maladie

Jonathan nzoyibonera

BurundiEco

Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Septembre 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2876	2923
Euro	3211	3263
Shi. Kenyan	22,3008	22,6605
Shi. Tanzanien	1,0538	1,0708
Shi. Ougandais	0,7788	0,7913
Fr Rwandais	2,1389	2,1734

La saison culturale 2025A

La disponibilité des intrants agricoles, une nécessité

La saison culturale 2025A arrive à grands pas. Dans toutes les provinces, les agri-éleveurs s'apprêtent pour le semis. Le ministère en charge de l'agriculture recommande aux responsables communaux de les accompagner depuis les préparatifs jusqu'à la récolte. Pourtant, l'insuffisance des intrants agricoles demeure le problème majeur des agriculteurs.



Les directeurs des bureaux provinciaux en charge de l'agriculture et de l'élevage rapportent l'insuffisance des semences de maïs et de pomme de terre dans les stocks provinciaux.

Pour assurer le bon déroulement du semis et par conséquent obtenir une bonne production à la saison culturale 2025A, les responsables communaux sont appelés à accompagner les agri-éleveurs dans les activités préparatoires. Ils doivent s'assurer que les agronomes communaux vérifient régulièrement la disponibilité des intrants agricoles dans leurs communes respectives en plus de vérifier l'état des stocks des grains de maïs pour éviter leur pourriture, apprend-on d'une réunion préparatoire tenue à Gitega le 10 septembre 2024, sous la conduite du Premier ministre Gervais Ndirakobuca.

Lors de cette réunion, l'usine de production et de distribution de la fumure organo-minérale (FOMI) dans tout le pays a affirmé qu'il dispose d'un stock suffisant d'engrais organo-minéral

pour cette saison. Cependant, Hélmengilde Manyange, représentant de cette société, a signalé que la pénurie de carburant pourrait perturber la distribution de ces intrants agricoles. Pour rappel, certains agriculteurs n'ont pas reçu d'engrais chimiques ni de dolomie durant la saison culturale 2024 C, malgré qu'ils aient payé pour ces produits. Les responsables expliquent que le retard enregistré dans la distribution des engrais est dû au manque de carburant.

Pour inverser la tendance et garantir le bon déroulement de cette saison culturale, des recommandations ont été émises par le chef du gouvernement, Gervais Ndirakobuca. Il a exhorté les

concernés à résoudre le problème des agriculteurs qui ont payé pour les engrais et de la dolomie, mais qui n'ont pas été servis. « Les services provinciaux doivent inventorier tous les agriculteurs en possession de bons antérieurs et transmettre les listes correspondantes au ministère ayant l'agriculture dans ses attributions pour leur régularisation ». La Regideso et la nouvelle société chargée de la distribution du carburant (SOPEBU) sont invitées à aider les fournisseurs d'engrais et de dolomie à obtenir le carburant nécessaire pour le transport de ces intrants. En outre, FOMI, l'unique société ayant le monopole de production et de distribution des engrais et de la dolomie dans notre pays, doit

veiller à maintenir la qualité de ces fertilisants pour garantir une production suffisante.

Des semences sélectionnées insuffisantes

Lors de la présentation de l'état des lieux des stocks des semences et des engrais, les directeurs des bureaux provinciaux en charge de l'agriculture et de l'élevage ont évoqué l'insuffisance des semences de maïs et de pomme de terre dans les stocks provinciaux. C'est un problème commun à presque toutes les provinces du Burundi. La production de l'ISABU ne peut pas couvrir tous les besoins. Pour pallier à ce déficit, cette institution est appelée à distribuer les semences disponibles aux multiplicateurs semenciers pour le bon démarrage de la saison culturale A et pour répondre aux besoins des agriculteurs en semences durant la saison culturale 2025B. Il est aussi crucial d'activer les laboratoires pour la production des vitropilants et de fournir les quantités nécessaires à la production des souches au niveau des serres. De l'autre côté, le coût des semences sélectionnées fournies par l'ISABU et d'autres opérateurs privés est insupportable pour certains agri-éleveurs burundais.

Blending Fertilizer, un nouveau-né dans la production des engrais chimiques

Alors que le manque de semences préoccupe l'opinion publique, la question du manque d'engrais

organo-minéral semble trouver une solution avec l'installation d'une nouvelle usine de production d'engrais chimiques dénommée Blending Fertilizer, en province de Gitega, qui aura une capacité de production de plus de 480 tonnes par jour. Les activités de construction de cette usine avancent à grands pas. Pendant des années, FOMI était la seule usine à détenir le monopole de production et de distribution d'engrais chimiques au Burundi. Dans certains cas, elle a été fustigée pour la qualité douteuse de ses fertilisants et pour le retard enregistré de leur distribution.

Le problème de l'insuffisance des semences ne date pas d'aujourd'hui. Pour y remédier, le ministère en charge de l'agriculture a mis en place l'année dernière un cadre favorable à l'émergence d'un secteur privé professionnel pour accompagner les efforts du gouvernement dans la production des semences. De plus, la loi des finances 2023-2024 a prévu un budget de 9 milliards de FBu pour un projet d'appui au développement de l'industrie semencière au Burundi et un programme national de subvention des semences d'un montant de plus d'un milliard de FBu. Toutefois, l'impact de toutes ces initiatives demeure difficile à évaluer.

Méchaël Tuyubahe

ENVIRONNEMENT

Saison pluvieuse : D'énormes dégâts enregistrés

Les fortes pluies de la semaine dernière ont occasionné d'importants dégâts humains et matériels. Des salles de classe et des hectares de champs ont été endommagés dans différentes régions du Burundi.



Des infrastructures abritant l'école fondamentale Christ Roi et des hectares des champs ont subi des dommages considérables suite aux fortes pluies mêlées de vent violents à fin de semaine dernière.

La saison pluvieuse amorce un mauvais départ. Les médias locaux rapportent que des infrastructures scolaires et des hectares des champs ont subi des dommages considérables la semaine dernière, laissant ainsi de nombreux ménages dans une désolation innommable.

À titre d'illustration, en province de Kayanza, quatre réfectoires de l'école technique de Maramvya ont été décoiffés par des pluies mêlées de vents violents dans la soirée de samedi le 21 septembre 2024. Christian Ndaribanye, directeur de cette école, fait savoir que cet établissement a enregistré des pertes énormes en matériels scolaires suite à cette pluie torrentielle. Il demande à une assistance pour permettre le bon déroulement des activités scolaires et le remplacement des objets perdus.

Dans la même province, neuf salles de classe de l'école fondamentale de Bunzogi ont été détruites par les pluies mêlées de vents violents. Des matériels scolaires et des meubles ont été gravement endommagés. La direction de cette école lance un cri d'alarme à l'endroit des bonnes volontés les appelant à soutenir cet établissement, qui a déjà commencé l'année scolaire avec un manque de 100 bancs-pupitres.

Gitega : 10 salles de classe détruites

Les fortes pluies ont également affecté les provinces du centre du

pays, notamment Gitega. Au chef-lieu de cette province, dix salles de classe de l'école fondamentale Christ Roi ont été décoiffées par des orages accompagnés de vents violents l'après-midi de vendredi le 20 septembre 2024. Ces intempéries ont également occasionné deux blessés et plongé élèves et éducateurs dans la désolation. Cette école sous convention catholique doit emprunter des salles de classe ailleurs en attendant sa réhabilitation, a précisé son directeur.

La province de Cibitoke n'a pas été épargnée. Des pluies torrentielles ont frappé la zone Gahabura de la

commune de Bukinyanya. Trois établissements scolaires et quinze ménages ont été gravement touchés, rapporte l'administrateur de cette commune. En outre, cinq hectares de champs ont été endommagés. Les collines Shimwe, Mikoni et Rangira ont enregistré des dégâts matériels.

L'administration communale de Bukinyanya indique que les ménages affectés ont besoin d'une assistance pour panser les plaies induites par cette catastrophe naturelle. Elle appelle le gouvernement et ses partenaires à apporter un soutien aux familles sinistrées.

Des hectares de champs endommagés dans la province de Bururi

De fortes pluies ont également frappé la province de Bururi. Dans cette province, des hectares de champs de maïs, de haricots, de patates douces et de pommes de terre ont été abîmés par les pluies diluviennes qui se sont abattues vendredi le 20 septembre 2024 sur les marais de la commune Mugama.

Les collines Kibezi, Kivumu, Mutobo, Donge-Burasira, Mpotsa et Taba ont été particulièrement touchées.

Quid des prévisions météorologiques de l'IGEBU ?

Les prévisions météorologiques de l'IGEBU annoncent une pluviométrie normale à tendance excédentaire dans une grande partie du pays pendant la période de septembre à décembre 2024. En revanche, une pluviométrie proche de la normale avec tendance déficitaire est prévue dans une partie du Bugesera, au nord du pays. L'IGEBU signale également qu'une pluviométrie normale est attendue dans la région naturelle de Bweru et dans une partie des régions de Mosso, de Buyogoma et de Bugesera.

Cette institution espère que l'ensemble des prévisions climatologiques se concrétisera, car, selon les données de l'IGEBU, le phénomène El Niño restera neutre pendant cette période, tandis que La Niña (Phénomène inverse) est attendue pour se développer.

Les changements climatiques ont touché un grand nombre de Burundais l'année dernière. Les fortes pluies observées au début de cette saison pluvieuse viennent aggraver les changements climatiques qui sont légion dans notre pays.

Méchaël Tuyubahe

Le signal de Starlink séduit les internautes locaux

Le Burundi est désormais connecté à l'internet satellitaire de Starlink. Le patron de Star Link, Elon Musk a confirmé via son compte Twitter, la présence de ce service au Burundi. Cette nouvelle sonne comme une révolution dans le secteur des télécoms. Au-delà des ambitions, les réactions des internautes restent mitigées compte tenu du pouvoir d'achat de la population. Le régulateur réitère sa ferme volonté d'assurer la meilleure qualité de service et la protection des consommateurs



A l'instar des télé-distributeurs, la connexion avec Starlink exige des équipements pour la réception du signal. Cela nécessite bien sûr une vue dégagée sur le ciel. Le coût du matériel pour avoir accès à la connexion internet haut débit oscille autour de 350 Euros alors l'abonnement mensuel de 40 euros.

La nouvelle connexion Internet haut débit émise par la société américaine Starlink est désormais opérationnel. L'annonce a été faite sur les plateformes digitales de Starlink « Depuis ce matin, Starlink est officiellement disponible au Burundi. Le réseau proposerait des débits de 10 à 100 Mbps pour l'équivalent de 50 USD par mois ». L'information a été confirmée par le Patron de Starlink en personne qui poursuit sa tournée d'affaire en Afrique.

Un service très onéreux

Le Burundi rejoint une dizaine de pays africains qui ont déjà adhéré à cette technologie spatiale développée par le géant américain « SpaceX ». Les internautes se frottent les mains et attendent impatiemment l'opérationnalisation de sa filiale Starlink Services Burundi qui a reçu la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau Internet par Satellite en mai dernier. Dans l'entretemps, les innovateurs ont déjà effectué leurs commandes sur le site Web de Starlink alors que les retardataires attendent pour se servir auprès des revendeurs et fournisseurs agréés.

La toile s'enflamme par rapport à l'entrée en jeu d'un nouvel opérateur. Certains jubilent tout en taquinant les anciens fournisseurs qui doivent désormais réadapter leurs tarifs et leurs offres de services alors que d'autres restent sceptiques quant à l'impact des services de Starlink. « L'introduction de ce service internet au Burundi va non seulement faciliter la communication, mais elle va aussi booster tout le secteur de l'industrie numérique du pays. C'est une aubaine pour les entrepreneurs locaux qui en ont marre du faible débit internet ».

Un moyen de résorber la fracture numérique ?

Dans un communiqué, l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) accorde du crédit à la nouvelle société. « Ce service vise à contribuer dans la fourniture d'accès Internet

haut débit et fiable dans notre pays et sera accessible à tous les particuliers et entreprises souhaitant bénéficier du service ». Un argument loin de convaincre certains utilisateurs. Des inquiétudes persistent quant à l'accès à cette technologie : « Cette connexion nécessite des investissements en équipements (environ 400 USD) et l'abonnement mensuel qui oscille autour de 50 USD. Encore une fois, ce sont les plus nantis qui seront mieux servis. Rien n'est moins sûr que la population va adhérer à cette nouvelle technologie, car jugée chère »

Pour l'ARCT, cette société de fourniture d'accès à l'Internet par satellite en orbite terrestre basse améliorera la connectivité à large bande. Elle permettra de connecter les non connectés dans l'ensemble du pays et combler le fossé numérique reste une priorité du Burundi dans sa Vision 2040-2060. Evidemment, le 8ème objectif de ladite vision vise à développer le secteur des services financiers et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce document stratégique renseigne que le développement des TIC et du numérique permettra de changer le paysage du secteur financier et l'accès à des services financiers variés notamment l'épargne, le crédit, les paiements, l'assurance et les transferts d'argent. Ce qui en définitive, contribuera à dynamiser l'activité économique et, partant, la croissance économique.

L'ARCT reste engagée à surveiller de près l'opération de Starlink pour garantir le respect des réglementations en vigueur, assurer une qualité de service optimale et la protection

des consommateurs. Et le communiqué de conclure : « Notre objectif est de promouvoir un accès équitable aux technologies de communication ».

Un secteur très prisé, mais...

L'arrivée de Starlink a été acclamée de vives voix. En tout cas, elle trouve un écho favorable auprès des internautes qui font allusion aux milliers de satellites qui survolent au-dessus de nos têtes. Certes la qualité des services est garantie compte tenu des retours des abonnés de Starlink dans les autres pays, mais encore faudrait-il que le pays dispose des infrastructures adéquates. Avec un taux d'électrification de 15%, il est difficile de miser sur la digitalisation. L'autre entrave est liée au pouvoir d'achat très limité. Il est pratiquement impossible pour un ménage moyen de dépenser plus de 300 000 FBU par mois rien que pour acheter un forfait internet.

Actuellement, pour l'internet 3G et 4G, les opérateurs se concentrent beaucoup plus dans les centres urbains, notamment en Mairie de Bujumbura et dans les chefs-lieux des provinces où le pouvoir d'achat est élevé. Les données de l'ARCT montrent que le marché de l'Internet est exploité par neuf fournisseurs d'accès à l'Internet dont six spécialisées dans l'exploitation de l'internet fixe et d'autres exploitent à la fois l'Internet fixe et l'internet mobile. Paradoxalement, le taux de pénétration de l'internet 22,4% reste faible au cours du premier trimestre 2024. Dans notre pays, le marché de l'Internet affiche un chiffre d'affaires annuelle de 79,7 milliards de FBU.

Technologies	Couverture géographique	Couverture de la population
2 ^{ème} Génération (2G)	92,10%	98,8%
3 ^{ème} Génération (3G)	38,12%	50,6%
4 ^{ème} Génération (4G)	15,60%	32,18%

Couverture des réseaux mobiles, rapport ARCT 2023.

Les bases d'une révolution numérique

En dehors des initiatives privées, le gouvernement et ses partenaires travaillent sur des programmes visant à accroître l'économie numérique. C'est le cas du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique (PAFEN) financé par la Banque Mondiale à hauteur de 92 millions USD.

Au cours des cinq prochaines années, ce projet va mener des activités visant à augmenter l'accès à l'internet à haut débit, en particulier pour les populations mal desservies et améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics par voie numérique. La digitalisation des services publics est au cœur des interventions de ce vaste projet.

Une connexion ultra rapide

La connexion internet par satellite permet de regarder des vidéos en streaming, d'effectuer des appels vidéo, de jouer en ligne, de faire le télétravail même dans les endroits les plus reculés grâce au système internet le plus avancé au monde. Starlink est la première et la plus grande

constellation de satellites au monde utilisant une orbite terrestre basse pour fournir une connexion internet haut débit capable de prendre en charge le streaming, les jeux en ligne, les appels vidéo et bien plus encore.

Selon Jeune Afrique, le gosse de Pretoria Elon Musk est devenu l'homme le plus riche du monde. Il détient actuellement une fortune estimée à plus de 226 milliards USD. En plus d'être à la tête de Tesla, Musk est PDG de la société de fusées SpaceX. En 2022, il a également racheté Twitter, désormais appelé X, pour 44 milliards USD. Dans le domaine des télécoms, Elon Musk devance de loin ses concurrents les GAFA à travers son projet de connexion universelle à Internet. En 2018, il a obtenu l'aval des autorités américaines pour lancer dans l'espace une constellation de 4 425 satellites et créer le maillage nécessaire à un accès à Internet universel.

Benjamin Kuriyo

L'IFC et la BCB stimulent l'accès au financement des PME

La Société financière internationale (IFI) et la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB) s'associent pour accroître les financements aux PME. Le partenariat entre ces deux structures permettra aux PME formelles et informelles du Burundi de bénéficier d'un meilleur accès aux crédits dont elles ont besoin pour se développer et créer des emplois.



Paula Felipe (3e de gauche à droite), Responsable Service Conseils du secteur financier pour l'Afrique de l'Est et australe souligne qu'environ 70 % des activités de l'IFI sont consacrées aux PME, car celles-ci fournissent une grande part des emplois dans les pays en développement.

La Société financière internationale (IFI) a annoncé le 24 septembre 2024 la mise en place d'un mécanisme de partage des risques d'un montant total pouvant atteindre l'équivalent de 10 millions de dollars avec la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB), un des plus grands établissements bancaires du Burundi. Cela pour stimuler l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Burundi et particulièrement celles détenues ou dirigées par des femmes.

aux services financiers pour ces entreprises tout en leur offrant le soutien financier et technique nécessaires pour prospérer et contribuer de manière significative à l'économie du pays.»

Ce mécanisme de partage des risques représente une opportunité pour les PME qui éprouvent des difficultés à présenter des garanties aux banques lorsqu'elles demandent des crédits. Les PME ont besoin de financements, mais les banques exigent des garanties aux emprunteurs avant d'accorder des prêts. Ce qui constitue un frein pour beaucoup de PME. Cette convention aidera la BCB à résoudre ce problème. De plus, la BCB continuera à appuyer les PME en conseillant leurs dirigeants pour assurer le bon fonctionnement de leurs entreprises. Pourquoi ? Parce qu'obtenir un prêt est une chose, mais l'utiliser efficacement en est une autre.

Cette convention intervient après qu'en mars 2024, l'IFI a accordé à la BCB une enveloppe de 20 millions de dollars, destinée à élargir l'accès au financement



Dans le cadre du mécanisme de partage des risques, l'IFI garantira 50 % d'un portefeuille de prêts à court terme éligibles accordés par la BCB à des PME au Burundi

pour les PME burundaises. Cela s'inscrit dans la stratégie de la BCB, qui cherche à accroître son portefeuille de crédits accordés aux PME. La première tranche de ce montant a déjà été versée à la BCB, une autre le sera ultérieurement.

Les PME bénéficieront d'un soutien technique et financier

Selon M. Ntwenguye, le partenariat entre l'IFI et la BCB offrira aux PME non seulement un accès aux services financiers, mais également un soutien technique et financier crucial pour leur prospérité et leur contribution significative à l'économie du Burundi. Ce partenariat permettra aussi aux PME formelles et informelles du Burundi de bénéficier d'un meilleur accès aux crédits dont elles ont besoin pour se développer et créer des emplois.

« Le partenariat de l'IFI avec la BCB permettra de donner aux PME formelles et informelles du Burundi, qui représentent plus de 90 % des entreprises du pays un meilleur accès aux crédits dont elles ont besoin pour se développer et créer des emplois, contribuant ainsi à résorber un important déficit de

véritable banque des PME. Une approche stratégique a été mise en place pour les accompagner, en commençant par segmenter le portefeuille de la BCB. Pourquoi ? Parce que pour mieux accompagner un client, surtout une PME avec des besoins spécifiques, il est essentiel de bien la connaître. « À la BCB, nous avons finalisé ce travail de segmentation du portefeuille. Ensuite, nous avons mobilisé des collaborateurs expérimentés pour mieux accompagner ces clients et répondre rapidement à leurs besoins », ajoute-t-elle.

La plupart des PME ne disposent pas de garanties suffisantes pour accéder aux financements bancaires. Mais à la BCB, ces barrières n'existent plus : toutes les PME sont les bienvenues et peuvent être accompagnées. Pour concrétiser le partenariat entre l'IFI et la BCB, cette dernière a développé des produits financiers sur mesure adaptés aux besoins de ses clients, en particulier les PME. Parmi ces produits financiers, on trouve « Prêt BCB Kirumara », dédié aux PME commerciales sans garanties réelles ainsi que des Crédits-bail, des avances sur stock et bien sûr des prêts classiques. À noter qu'au moins 50 PME ont déjà bénéficié des prêts dans le cadre de ce partenariat depuis mars 2024.

Les PME, essentielles à l'économie du Burundi

La Banque de Crédit de Bujumbura (BCB) est pionnière dans le financement des PME burundaises. Ayant compris très tôt le rôle clé des PME dans l'économie burundaise, nous avons développé une gamme de produits spécifiques adaptés à leurs besoins. C'est dans cette perspective que la BCB s'est engagée à rechercher des ressources de financement et des instruments d'accompagnement pour soutenir ces entreprises. Grâce à la collaboration avec l'IFI et à son expertise en matière de financement des PME, nous franchissons une nouvelle étape avec la mise en place des instruments de garantie et d'accompagnement adaptés.

IFI s'emploie à soutenir les efforts du gouvernement du Burundi dans la promotion d'une croissance économique tirée par le secteur privé, locomotive du développement économique du pays en œuvrant pour combler le déficit de financement des PME qui s'élève aujourd'hui à quelque 491 millions de dollars, soit environ 16 % du PIB national, selon les estimations du Forum sur le financement des PME. Le soutien de l'IFI en faveur des PME s'inscrit dans le cadre de son programme Global SME Finance Facility, un mécanisme de financement mondial de 47 milliards de dollars qui vise à soutenir les PME dans les pays en développement, en particulier dans les pays appuyés par l'Association internationale de développement (IDA). Ce programme a permis de soutenir environ 732 000 PME et de créer entre 1,2 et 1,7 million d'emplois depuis la création du programme en 2012.



Le partenariat entre l'IFI et la BCB offrira aux PME non seulement un accès aux services financiers, mais également un soutien technique et financier crucial pour leur prospérité et leur contribution significative à l'économie du Burundi.

financement », souligne Paula Felipe, Responsable Service Conseils du secteur financier pour l'Afrique de l'Est et australe. Elle a indiqué qu'environ 70 % des activités de l'IFI sont consacrées aux PME, car celles-ci fournissent une grande part des emplois dans les pays en développement. En renforçant les PME et en soutenant les banques qui se concentrent sur elles, l'IFI favorise la création d'emplois et le développement économique. L'IFI soutient les institutions financières en leur fournissant non seulement des financements, mais aussi des instruments d'atténuation des risques. En parallèle, elle aide ses banques partenaires à améliorer leur capacité à servir les PME. IFC travaille également à l'amélioration du cadre réglementaire via ce qu'elle appelle « Credit infrastructure », qui inclut les systèmes d'information sur le crédit et la sécurité des transactions. Ces éléments contribuent à donner une meilleure visibilité aux PME.

La BCB, une banque dédiée aux PME

Pour Aline Hategekimana, responsable du secteur des PME à la BCB, cette institution est une

OLUCOME

Le budget programme, exercice 2022-2023 affiche un déficit de 197,5 milliards de FBu

Le budget général de l'Etat, exercice 2022-2023 présente un déséquilibre de 197,5 milliards de FBu. Pour réduire les déficits budgétaires récurrents, un expert en économie souligne qu'il est essentiel de prioriser les dépenses d'investissement par rapport aux dépenses de fonctionnement



Gabriel Rufyiri : « Il est positif que la société civile soit impliquée dans le processus d'élaboration du budget programme dès le début des activités, car elle a quelque chose à contribuer. »

La prévision de la pression fiscale était estimée à 17 % et l'inflation à 8 %. Ces informations ont été recueillies lors d'un atelier d'analyse susmentionnée sur la critique du budget programme 2022-2023, organisé par l'Observatoire de la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) le 24 septembre 2024.

La réalisation d'un équilibre budgétaire semble presque inenvisageable sans une collaboration étroite entre les autorités administratives et la société civile qui représente la voix des citoyens. Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME a loué les avancées en matière de coopération entre le gouvernement et la société

civile, tout en déplorant certaines lacunes. Il a précisé que même si le gouvernement les associe à certaines étapes de l'adoption du budget, cela se fait souvent tardivement, une fois le budget déjà établi, pour leur présenter diverses rubriques. « Il est positif qu'ils nous impliquent, mais nous voulons être intégrés dès le début du processus, notamment lors de la révision budgétaire de décembre 2024 », a-t-il insisté.

Démarches visant une meilleure élaboration du budget programme

Les démarches en faveur de l'élaboration du budget programme

mettent en avant l'importance de la participation de la société civile. Celle-ci joue un rôle crucial en représentant les citoyens, en identifiant les besoins urgents, en collectant les données et en priorisant les projets pouvant accroître des ressources. Il est également important de l'impliquer dans l'évaluation des initiatives et dans l'adoption du budget, comme l'a souligné Diomède Ninteretse.

Parallèlement, Gabriel Rufyiri a insisté sur le fait que l'élaboration du budget programme doit s'accompagner d'une formulation claire des objectifs et des activités qui permettront d'atteindre ces objectifs. Il est également indispensable de disposer d'indicateurs de résultat afin de mesurer concrètement comment les activités seront réalisées en vue d'atteindre les objectifs fixés. Pour lui, il est impossible de planifier un bon budget-programme sans disposer d'indicateurs de résultat pertinents.

Des stratégies pour augmenter les ressources financières

Pour avoir un budget équilibré, un changement de mentalité s'impose au sein de l'ensemble de la population. Il est essentiel de valoriser les recettes publiques en élargissant l'assiette fiscale et de garantir le financement du budget. Cette démarche doit se déployer à tous les niveaux, des familles aux collectivités locales et même

jusqu'au gouvernement, a indiqué Ninteretse, en soulignant au passage la nécessité de rentabiliser l'héritage inexploité.

Lors des échanges, les participants à cet atelier ont souligné qu'il est important de promouvoir l'agriculture afin de disposer des matières premières essentielles pour les activités industrielles. Ces matières premières pourraient être transformées en produits destinés à la commercialisation et à l'exportation, générant ainsi des devises susceptibles de stimuler la croissance économique.

Il est également indispensable de mettre en place ou d'améliorer les mécanismes de suivi et d'évaluation des exonérations et autres privilèges accordés par le gouvernement aux entreprises afin qu'ils contribuent au développement économique.

De plus, l'exploitation des propriétés publiques, notamment dans la filière café et d'autres filières est impérative pour générer des devises. Cela nécessite l'amélioration de la politique en la matière et une mise en œuvre efficace.

Enfin, il s'avère impérieux de créer un climat de confiance pour encourager les investissements. Ce qui permettra d'élargir l'assiette fiscale nécessaire au financement du budget.

Jonathan Nzoyibonera

COMMERCE

Malgré la cherté du sucre, cette denrée reste indisponible sur le marché

La récente révision à la hausse du prix du sucre a été accueillie avec réticence par de nombreux acteurs. Les associations et les syndicats ont fustigé cette mesure. Après que le chef de l'Etat ait exprimé son point de vue là-dessus, aucune action concrète n'a été mise en œuvre. En outre, les initiatives prises pour redynamiser la Sosumo n'ont pas abouti. La population ne sait plus à quel saint se vouer pour avoir accès à ce produit rarissime. Malgré cette hausse fortement décriée, cette denrée stratégique reste indisponible sur le marché.



Malgré la décision de revoir à la hausse le prix du sucre récemment prise par la SOSUMO passant de 3 300 FBu à 8 000 FBu le kilo, cette denrée stratégique reste indisponible sur le marché.

Très cher, très rare

Le Burundi fait face à une sévère pénurie de sucre depuis des années. La Société Sucrière de Mosso (SOSUMO), la seule société locale produisant du sucre a du mal à satisfaire sa clientèle, car sa capacité de production évolue de manière sinusoïdale. Dans son communiqué du 27 juillet 2024, ladite société a annoncé une hausse du prix du sucre qui est passé de 2 500 BIF à 3 300 BIF par kg. Les consommateurs ne reçoivent qu'un ou deux kilos de sucre chacun et doivent présenter le cahier de ménage pour être servi. Cependant, la pénurie de cette denrée persiste malgré la décision de revoir à la hausse le prix du sucre récemment prise par la SOSUMO passant de 3 300 FBu à 8 000 FBu le kilo

Désespoir de la population

Après avoir entendu la réaction du Président de la République sur cette décision combien impopulaire, la population s'est réjouie. Pourtant, elle indique qu'aucune action concrète n'a encore été mise en œuvre pour rectifier le tir : « Nous avons entendu que le chef de l'Etat s'est indigné contre cette mesure de la SOSUMO. C'est une bonne réaction en tant que chef de l'Etat, même s'il n'a pas suspendu cette mesure ni condamné les cadres de la SOSUMO, qu'il a qualifiés de "menteurs". Jusqu'aujourd'hui, rien n'a été fait et le prix reste inchangé ».

Et d'ajouter : « Pensez à un enfant qui entre en première maternelle.

Il quitte la maison à 7h30 sans avoir pris de thé et revient à 12h et cela à cause de la pénurie du sucre. Nous souhaitons que la SOSUMO revienne sur cette décision, comme l'a ordonné le chef de l'Etat et nous serons ravis de nous rendre dans une boutique où ce produit est vendu à au moins 4 000 FBu le kilo ».

La COSYBU conteste aussi cette mesure

Dans son communiqué de presse du 20 septembre 2024, la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU) a été surprise de constater que la SOSUMO s'adonne à des spéculations pour rehausser le prix unitaire du sucre. Cela survient alors que le ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique a annoncé la détaxation du sucre pour l'année budgétaire en cours ainsi que des mesures facilitant la commercialisation et l'importation de cette denrée stratégique telles que la suppression de la taxe sur la consommation, de la TVA, et la réduction des droits de douane de 100 % à 25 %.

Elle demande au gouvernement de suspendre cette mesure qui ne fera que plonger un grand nombre de Burundais dans la précarité et de stabiliser et réguler les prix des biens et services de première nécessité tout en assurant la libéralisation pour les produits ou services qui n'ont pas d'impact direct sur les populations les plus vulnérables, surtout les enfants et les personnes âgées.

Où est parti sarrai group ?

Pour redynamiser et booster la production de la SOSUMO, le gouvernement comptait associer la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) avec Sarrai Group, une société ougandaise. Lors de l'émission publique animée le 29 décembre 2023, le chef de l'Etat a indiqué avoir visité cette société jugée très performante par laquelle la pénurie de sucre a été maîtrisée en Ouganda, pays qui s'approvisionnait auparavant en sucre au Burundi.

Evariste Ndayishimiye a ainsi affirmé qu'en trois ans, la production atteindra 300 000 tonnes par an et que le personnel pourra compter jusqu'à 12 000 personnes. Dans ce contexte, le pays pourra exporter 200 000 tonnes de sucre par an et ainsi engranger des devises.

Pour rappel, le ministère du Commerce en collaboration avec le ministère des Finances a autorisé la libéralisation du commerce du sucre depuis le 8 août 2024. Ainsi, le prix du sucre serait dicté par la loi de l'offre et de la demande. Par conséquent, toutes les autorisations et exonérations déjà octroyées aux importateurs de sucre ont été annulées et ceux-ci ont été priés d'introduire une nouvelle demande selon les conditions qui seront fixées par le ministère du Commerce.

Aline Niyibigira

L'IFDC participe à la 11ème conférence internationale sur l'agriculture en Thaïlande

La participation de l'IFDC à la conférence internationale sur l'agriculture (AGRICO 2024) constitue une opportunité précieuse pour le Burundi. Cet événement offre une occasion de partager des expériences et de renforcer les liens avec différentes organisations internationales évoluant dans le domaine de l'agriculture et de la protection des sols.



L'AGRICO 2024 a pour but de partager les expériences et les bonnes pratiques développées dans le monde entier en matière d'agriculture.

International Fertilizer Development Center (IFDC Burundi) participe à la conférence internationale (AGRICO 2024), qui se tient du 23 au 24 septembre 2024 à Bangkok, Thaïlande. Alain Niyungeko, responsable de la composante Bassin versant, représente l'IFDC à la conférence. Le thème à l'ordre du jour : « Integrated agricultural management : sustainable ecofriendly practices »

Selon M. Niyungeko, cette conférence réunit des représentants de nombreux pays, notamment d'Afrique et d'Asie. Pour l'édition 2024, le thème principal porte sur les problématiques des sols et la sélection des semences, avec pour objectif l'intégration agricole et l'autonomisation des ménages dans la gestion durable de l'agriculture. Ce thème est en adéquation avec les objectifs du Projet de Gestion de la Fertilité des Sols (PAGRIS) de l'IFDC.

La conférence réunit également de nombreux chercheurs, principalement issus des universités. Etant à la fois une organisation de recherche et d'implémentation sur le terrain, IFDC a proposé un résumé d'un article intitulé « Évaluation de l'impact de l'approche d'autonomisation communautaire dans l'adoption des systèmes agroforestiers ». Cet article ayant été accepté, l'IFDC a été invité à participer à cette conférence. « Participer à ce type d'événements constitue une

grande opportunité pour l'IFDC. Cela nous permet d'étendre notre réseau vers d'autres organisations et chercheurs du domaine ainsi que de partager nos expériences et potentiellement décrocher de nouveaux projets pour l'avenir », affirme M. Niyungeko. Il ajoute que l'AGRICO 2024 constitue une opportunité non seulement pour l'IFDC, mais aussi pour le Burundi, un pays confronté à de nombreux défis en matière de gestion des sols, de changement climatique et de pression démographique. C'est donc une occasion d'apprendre des solutions innovantes pour faire face à ces enjeux. « Lorsqu'on est seul, on a moins de solutions et on risque de rencontrer des problèmes difficiles

à gérer à terme », souligne-t-il.

Qu'apportera l'IFDC à AGRICO 2024 ?

« Nous aurons l'occasion de partager notre publication et d'organiser des rencontres avec les partenaires de l'IFDC dans le domaine du développement rural », explique M. Niyungeko. L'IFDC, via son projet PAGRIS, œuvre dans la gestion des sols en travaillant avec les communautés pour les sensibiliser aux problèmes de l'érosion et les aider à y remédier. L'approche Plan Intégré du Paysan (PIP) a été mise en place par l'IFDC pour responsabiliser les agriculteurs dans la résolution de leurs propres problèmes. Ce qui la distingue des approches incitatives souvent utilisées au Burundi. Grâce à PIP, les paysans sont en mesure d'identifier leurs difficultés et de leur trouver des solutions. L'IFDC ne fait que soutenir leurs projets.

En outre, l'IFDC jouit d'une expertise en agroforesterie, une pratique qui associe la sylviculture à l'agriculture. Avec la déforestation due à la pression démographique, les effets sur le climat et les sols sont évidents. Cependant, l'adoption des systèmes agroforestiers par les agriculteurs demeure un défi. Grâce à l'approche PIP, l'IFDC a réussi à promouvoir cette pratique auprès des agriculteurs. En janvier 2024, une étude a comparé les bénéficiaires de l'approche PIP avec ceux qui n'y ont pas accès, affichant des résultats satisfaisants, notamment en termes d'adoption des systèmes agroforestiers. M. Niyungeko a souligné que l'IFDC partagera ces résultats lors de cette conférence.

AGRICO 2024 : un événement d'intérêt pour le Burundi

M. Niyungeko souhaite que les Burundais s'approprient les

résultats de l'AGRICO 2024. Il espère que les exposés des autres organisations ou universités pourront enrichir les connaissances du Burundi en matière d'agriculture et de protection des sols.

« Cette conférence internationale a pour but de partager les expériences et les bonnes pratiques développées dans le monde entier en matière d'agriculture. C'est une opportunité pour le Burundi de tirer parti de ces connaissances », conclut-il.

De quoi parle l'article de l'IFDC qui sera présenté à l'AGRICO 2024 ?

L'article intitulé « Évaluation de l'impact de l'approche d'autonomisation communautaire dans l'adoption des systèmes agroforestiers » porte sur une étude menée au Burundi sur l'adoption des systèmes agroforestiers à travers une approche responsabilisante. Cinq systèmes agroforestiers ont été étudiés : les haies vives, les arbres disséminés dans les champs, les jardins de case, etc. L'étude compare l'adoption de ces systèmes entre les bénéficiaires de l'approche PIP de l'IFDC et ceux qui n'y ont pas accès. Les résultats montrent une adoption plus élevée des systèmes agroforestiers comme les haies vives et les jardins de case chez les bénéficiaires. Ce qui constitue un gain pour la protection des sols et l'utilisation des arbres à diverses fins.

Cette étude, réalisée dans la zone du projet, montre que les espèces diffusées ont été intégrées dans les exploitations agricoles par les bénéficiaires et les non-bénéficiaires à travers cinq systèmes agroforestiers : la haie anti-érosion, les arbres en bordure, les jardins de cases, l'association arbre-culture-plante pérenne et la micro-foresterie. Les résultats de l'étude montrent que l'approche d'autonomisation favorise l'adoption des espèces qui

cohabitent bien avec les cultures annuelles tout en protégeant le sol contre l'érosion. En revanche, les espèces utilisées dans la micro-foresterie sont moins adoptées par les bénéficiaires du projet. Les systèmes les plus largement adoptés sont ceux priorisés par les concepts de l'approche PIP appliquée aux pentes et les objectifs des plans de sites des bénéficiaires du projet PAGRIS.

Le système agroforestier des jardins de case est aussi largement adopté par les bénéficiaires du projet que par les non-bénéficiaires. Cela reflète l'aspect d'intégration pris en compte par le concept de l'approche de plan intégré participatif. Avec l'intégration de cultures pérennes, d'arbres fruitiers, de cultures vivrières et d'arbres agroforestiers, les jardins de case offrent une diversification des usages de ces arbres agroforestiers. Pour les ménages vivant sur des pentes abruptes, les jardins de case représentent une grande opportunité pour gérer les eaux de toit, qui peuvent être dommageables en accélérant l'érosion.

L'adoption du système de haie vive agroforestière par les bénéficiaires est également importante en raison des avantages de gestion des sols, qui sont prioritaires dans les plans de site de nos bénéficiaires. Les espèces prioritaires sont celles qui peuvent stabiliser les pentes, comme les graminées (pennisetum dans la plupart des cas), les arbustes (leucena sp., calliandra sp.) et les arbres agroforestiers (grevillea sp dans la plupart des cas). Les multiples usages des espèces établies dans ce système expliquent leur large adoption par les bénéficiaires de l'IFDC.



Alain Niyungeko, responsable de la composante Bassin versant, représente l'IFDC à la conférence internationale sur l'agriculture (AGRICO 2024)) Alain Niyungeko, responsable de la composante Bassin versant, représente l'IFDC à la conférence internationale sur l'agriculture (AGRICO 2024)

Rotary Club Bujumbura-Ingoma, actif dans l'instruction des albinos

Rotary Club Bujumbura-Ingoma s'engage activement en faveur de l'éducation des enfants albinos. Cela fait plus d'une décennie qu'il soutient leur scolarisation en leur fournissant des kits scolaires. A travers le Burundi, plus de 500 albinos sont actuellement en phase de scolarisation, dont plus de 80 % bénéficient du soutien de Rotary Club Bujumbura-Ingoma



Depuis plus d'une décennie, Rotary Club Bujumbura-Ingoma soutient la scolarisation des albinos.

Un important don de matériels scolaires d'une valeur de 10 millions de FBu a été remis à l'association Albinos Sans Frontières (ASF), sise à Nyakabiga dans la commune de Mukaza en mairie de Bujumbura. Ce don comprend une variété de fournitures scolaires à savoir : 72 douzaines de cahiers de 100 feuilles, 60 douzaines de cahiers de 60 feuilles, 72 douzaines de cahiers de 48 feuilles, 30 douzaines de cahiers de 36 feuilles, 8 douzaines de cahiers de calligraphie, 500 stylos bleus, 10 douzaines de crayons ordinaires, 60 gommes, 30 boîtes mathématiques, 60 lattes et 20 boîtes de crayons de couleur. Cette activité a été réalisée par Rotary Club Bujumbura-Ingoma avec le soutien des banques BANCOBU et BCCI ainsi que de Rotaract-Ingoma le 14 septembre 2024.

Steve Ntwari, président du Rotary Club Bujumbura-Ingoma a exprimé sa gratitude envers les banques BANCOBU et BCCI pour le soutien indispensable qu'elles lui ont témoigné pendant cette activité. Il

a souligné que cette année marque la douzième fois que Rotary Club Bujumbura-Ingoma s'engage en faveur des familles des albinos. L'objectif de cette initiative est de faciliter la scolarisation de leurs enfants en leur octroyant des kits scolaires. Ntwari a également noté les avancées significatives enregistrées dans la scolarisation des albinos, soulignant que le nombre d'albinos en phase de scolarisation ne cesse d'augmenter chaque année.

510 albinos en phase de scolarisation

Au Burundi, 510 albinos sont actuellement en phase de

scolarisation, dont plus de 80 % bénéficient du soutien de Rotary Club Bujumbura-Ingoma. Cela a été révélé par Odile Nzeyimana, présidente de l'assemblée générale de l'association Albinos Sans Frontières (ASF) qui représenté le président de cette association lors de la remise des kits scolaires.

Elle a chaleureusement remercié Rotary Club Bujumbura-Ingoma pour son soutien indéfectible qui s'étend sur plus d'une décennie. Elle a précisé que parmi les 510 albinos actuellement assistés par cette associations, 51 (24 garçons et 37 filles) fréquentent des établissements d'enseignement post-fondamental, tandis que 459

(213 garçons et 246 filles) sont en cours de scolarisation dans des écoles fondamentales. Dans cette optique, cinq lauréats ont achevé leur cursus post-fondamental alors que cinq autres ont réussi le concours national de 9ème année. Ces derniers, grâce aux efforts du gouvernement, par le biais du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ont désormais accès à des internats pour poursuivre leurs études.

Les bénéficiaires ravis

Cynthia Hakizimana, lauréate de la classe de seconde scientifique au lycée communal de Kanyosha, l'une des bénéficiaires des kits scolaires

fournis par Rotary Club Bujumbura-Ingoma via l'association ASF s'est réjoui du matériel scolaire reçu. Elle a précisé que, depuis la première année de l'école primaire, elle utilise le matériel scolaire offert par Rotary Club Bujumbura-Ingoma. Toutefois, elle a demandé aux enseignants de ne pas stigmatiser les élèves albinos.

Parallèlement, Pascaline Ndayikengurukiye, mère de deux enfants albinos dont l'un est au cycle post-fondamental et l'autre en première année de l'école primaire, a exprimé sa gratitude pour le soutien qu'elle reçoit de Rotary Club Bujumbura-Ingoma dans la scolarisation de ses enfants. Elle a indiqué qu'il lui était difficile, depuis la naissance de son premier enfant de subvenir aux besoins de sa progéniture. Heureusement, l'association Albinos Sans Frontières l'a aidée en lui fournissant des vêtements appropriés pour protéger ses enfants des rayons du soleil.

Elle a demandé au Rotary Club Bujumbura-Ingoma de poursuivre ses actions bienveillantes et de continuer à leur venir en aide dans la scolarisation de leurs enfants. Pour elle, il est essentiel d'offrir un soutien financier aux familles des albinos, leur permettant ainsi de disposer d'un capital pour se développer et satisfaire leurs besoins fondamentaux. Cela est d'autant plus important que les enfants albinos nécessitent des soins particuliers, d'être lavés au moins trois fois par jour et que leurs vêtements doivent également être changés régulièrement, a-t-elle conclu.

ECONOMIE

Pénurie des billets de 100 BIF : un handicap pour le business

Les billets de 100 BIF sont rares sur le marché. Ce qui perturbe les échanges de monnaie entre clients et commerçants. Le secteur le plus touché est celui du transport en commun, particulièrement en mairie de Bujumbura.



Les billets de 100 BIF encore en circulation sont souvent très vieux et déchirés.

Depuis plusieurs mois, un manque criant de billets de 100 BIF et même de pièces de monnaie de 50 BIF s'observe. Les rares billets de 100 BIF encore en circulation sont souvent très vieux et déchirés. Cette pénurie entrave les échanges commerciaux. Le secteur le plus impacté est celui du transport en commun, surtout en mairie de Bujumbura. Dans différents quartiers, le coût du transport en bus est de 600 BIF par personne. Ainsi, les transporteurs ont du mal à rendre 400 BIF lorsque les clients paient avec un billet de 1000 BIF ou plus. Pour remédier à ce problème, certains « convoyeurs » de bus préfèrent prendre un billet de 500 BIF, perdant ainsi 100 BIF par client. D'autres avertissent les passagers avant

qu'ils ne montent dans le véhicule, leur demandant de prévoir exactement 600 BIF, ni plus ni moins. Mais pour les clients, il incombe aux transporteurs de disponibiliser la monnaie. « Quand je monte dans un bus, je paie comme bon me semble, c'est au 'convoyeur' de me rendre la monnaie », indique un passager voyageant à bord d'un bus reliant Gasenyi au centre-ville de Bujumbura. Les gestionnaires de bus expliquent, quant à eux, qu'ils ne trouvent

pas de billets de 100 BIF ni de pièces de 50 BIF pour faciliter les échanges avec les passagers.

Sur le marché des billets, l'échange de petites coupures contre de grandes coupures devient cher. À titre d'exemple, pour échanger un billet de 10 000 BIF, on reçoit des billets de 100 BIF d'une valeur de 6400 BIF, soit une perte de 3600 BIF. Avant cette pénurie, 10 000 BIF s'échangeaient en petites coupures de 100 BIF ayant une

valeur de 9000 BIF, avec une perte de seulement 1000 BIF. Les conducteurs de bus ne peuvent plus supporter ce surcoût de change. Pourtant, ils ne peuvent pas augmenter les tarifs au-delà des prix officiels au risque d'être sanctionnés par la police avec des amendes allant jusqu'à 50 000 BIF.

Ainsi, dans la plupart des cas, les conducteurs de bus préfèrent demander 500 BIF aux passagers au lieu de 600 BIF, malgré qu'ils travaillent à perte dans ce cas. Par exemple, selon Janvier Niyonzima, chauffeur de bus, lorsqu'un véhicule de 18 places de type Hiace effectue 10 tours et que chaque passager paie 500 BIF, le propriétaire du véhicule enregistre un manque à gagner de 34 000 BIF. Pour un véhicule Coaster de 35 places, son propriétaire perd 70 000 BIF.

Le commerce des biens et des services également impacté

Ce n'est pas que le secteur des transports qui subit les conséquences de cette pénurie des billets de 100 BIF. Le commerce des biens et des services est également affecté. « Lorsque je reçois un client qui souhaite acheter des unités pour 300 BIF, je ne peux pas lui rendre le reste s'il me paie

avec un billet de 500 BIF ou de 1000 BIF », déplore un agent de Lumicash. Dans les boutiques, certains prix ont été augmentés au détriment des clients pour faciliter les échanges avec des billets de 500 BIF, 1000 BIF ou 2000 BIF. Par exemple, une bouteille de limonade Brarudi qui coûte normalement 1600 BIF se paie 2000 BIF. De même, le petit Primus de 50 cl coûte désormais au moins 2000 BIF au lieu de 1800 BIF.

Bellarmin Bacinoni, chargé de la communication à la Banque de la République du Burundi (BRB), a indiqué que la Banque centrale est consciente de la rareté des billets de 100 BIF. Il s'est exprimé à ce sujet sur la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) le 23 septembre 2024. Il a recommandé à la population de continuer à échanger les billets de 100 BIF disponibles ainsi que les pièces de monnaie de 50 BIF, 10 BIF, 5 BIF et 1 BIF. En outre, il a suggéré aux gens de demander des billets de 100 BIF et des pièces de 50 BIF lorsqu'ils retirent de l'argent à la banque. M. Bacinoni a cependant rassuré que la BRB accroîtra prochainement la mise en circulation de ces billets, sans toutefois préciser de date.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

